

Mensuel / novembre 1999

Numéro 8 / 24 F

Le Monde des
DEBATS

L'Autriche
de Jörg Haider

Danny Leder / Pascal Perrineau

L'affaire
Sloterdijk *(suite)*

**Henri Atlan, Bruno Latour,
Rainer Rochlitz, Éric Alliez,
Arno Lustiger**

Accepter
les inégalités?

Robert Boyer, Jean-Jacques Rosa

Feu sur
les prix littéraires

Raphaël Sorin / Bernard Wallet

Hannah Arendt,
philosophe à succès

Pierre Bouretz

**L'ère
du
risque**

par

Ulrich Beck

Allemagne 9 DM, Belgique 168 FB,
Canada 5,25 \$C, États-Unis 5 \$US,
Europe 3,7 euros, Italie 10000 lires,
Royaume-Uni 3 £, Suisse 7 FS.

M 1821 - 8 - 24,00 F



Et Pierre-Henri Gouyon, Pierre Thuriaux, Pierre Lascoumes,
Éric Barthalon / Frédéric Lordon

Autriche : la réaction populiste

Le succès du FPÖ de Jörg Haider a plongé le monde dans la stupéfaction, et l'Autriche dans le risque d'instabilité. En accédant au rang de deuxième force politique, l'extrême-droite autrichienne trace-t-elle la voie à d'autres percées en Europe, ou s'agit-il d'un phénomène strictement local ?

Danny Leder
Pascal Perrineau

DÉBAT

*Les «formules gagnantes»
de l'extrême-droite
en Europe ont changé*

Danny Leder est correspondant à Paris du quotidien viennois Kurier.

Pascal Perrineau, politologue, est directeur du Cévipof à Paris.

Avec 27 % des voix, le FPÖ de Jörg Haider vient de franchir, lors des élections législatives autrichiennes du 3 octobre, un cap jamais atteint par un parti à connotation d'extrême-droite en Europe depuis la défaite du nazisme. Le Freiheitliche Partei Österreichs (Parti de la Liberté) se situe dorénavant en deuxième position après le SPÖ (Parti social-démocrate, 33 %) et devance, pour la première fois, de quelque 400 voix le ÖVP, le parti conservateur de la droite modéré.

Le Monde des Débats : *Le score de Jörg Haider représente-t-il une spécificité autrichienne, ou au contraire peut-on en tirer des leçons pour tous les pays d'Europe où l'extrême-droite a émergé ?*

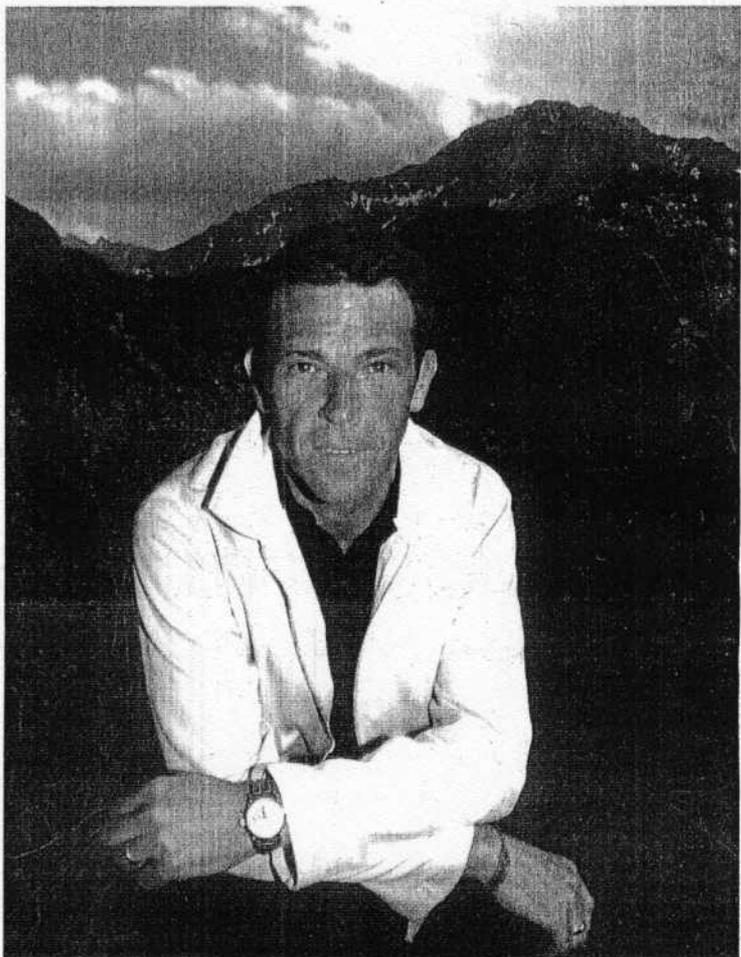
Danny Leder : Il faut d'abord se représenter le paysage politique autrichien : une coalition de longue durée entre les sociaux-démocrates et le parti conservateur. Treize ans de coalition formelle, mais, pour ce qui est du partage des postes et des petits et grands privilèges, elle existe depuis la fin de la guerre. Pour toute une partie de la population, et notamment les couches les moins instruites, les moins qualifiées, les travailleurs, les petits artisans, Haider représentait le seul moyen d'échapper à cette grande coalition.

Ensuite, trois autres éléments spécifiques expliquent le succès particulier de Haider depuis une bonne dizaine d'années. D'abord, sa personnalité : un vrai charisme, et une image nettement plus jeune et moderne que Le Pen et Mégrét. Il se fait photographe torse nu, fait des apparitions dans les discothèques, pose pour des magazines de mode. C'est un mélange entre Le Pen, Mégrét et Bernard Tapie.

Le deuxième élément est politique : il réussit à maintenir ensemble deux tendances contradictoires qui ont fait, entre autres, exploser le Front national. La tendance de l'opposition radicale, qui s'appuie sur ce nouveau vote ouvrier d'extrême-droite – 45 % des ouvriers ont voté pour Haider –, qui cherche à garder une équidistance entre partis de droite et de gauche et utilise une sorte de stratégie de rupture ; et l'autre tendance, représentée en France par Mégrét, qui cherche la reconnaissance et l'intégration dans le camp de la droite.

Sur le plan sociologique, Haider maintient ensemble à la fois les perdants et les gagnants de la globalisation. Les perdants, ce sont ceux qui sont déstructurés par la modernité, appartenant essentiellement aux couches populaires, et les gagnants, ceux qui profitent de l'ouverture, et souhaitent davantage encore de libéralisme.

Enfin, le troisième élément, c'est le passé nazi autrichien. On peut raisonnablement évaluer à un tiers de la population ceux qui estiment que le passé nazi du pays est un élément de l'histoire autrichienne dont on ne devrait pas avoir honte. Haider, avec sa manière de se réinscrire dans cette tradition, de la justifier, a touché une corde sensible. Le parti qu'il dirige était après la Seconde Guerre mondiale un regroupement d'anciens nazis parmi les plus fervents. Durant les années 70, ce même parti a connu un changement réel : de jeunes leaders avaient opéré un recentrage, transformant leur parti en parti libéral bon teint, membre de l'Internationale libérale au même titre que les giscardiens français, et même partenaire de la coalition du chancelier



Jörg Haider en mai 1996.

socialiste Bruno Kreisky. En 1986, quand Haider prend la direction du FPÖ, celui-ci est déjà présent au cœur du système politique autrichien, si bien qu'il est très difficile de l'exclure du jeu politique comme en a été exclu, malgré tout, le Front national.

Pascal Perrineau : À l'échelle de l'Europe, partout il y a eu, aux dernières élections européennes, une érosion de l'extrême-droite, sauf dans deux zones : au Danemark et en Belgique flamande. Pour la première fois en effet, dans de nombreux pays européens, l'extrême-droite n'était plus seule dans l'exploitation du sentiment anti-européen, et connaissait une forte « concurrence souverainiste » à droite comme à gauche, on l'a vu en France avec la liste Pasqua et le succès de l'extrême-gauche. Il faut rappeler cette récente érosion, non pas pour dédramatiser, mais pour replacer le cas autrichien dans son contexte.

Au-delà des spécificités autrichiennes – le système politique de grande coalition entre socialistes

et conservateurs, le passé nazi qui n'a pas été soumis au même retour critique qu'en Allemagne, et enfin la personnalité de Haider – il est toutefoits possible d'ébaucher une comparaison avec le cas français. Mais pour lire les différences.

La « formule » politique haiderienne est une formule politique extrêmement large, qui maintient ensemble à la fois les libéraux et les protectionnistes, ceux qui rêvent d'une stratégie de rupture révolutionnaire et ceux qui prônent une stratégie d'intégration au système : on voit bien que le Front national, à une époque, a failli réussir cette synthèse qui, pour des raisons d'ambition de personnes, mais aussi de position stratégique, a éclaté lors de l'hiver 98-99.

Lorsque l'on regarde les « formules gagnantes » de l'extrême-droite en Europe, il faut distinguer les années 80 et les années 90. Ce sont deux formules différentes. L'équation gagnante des années 80 est la suivante : libéralisme économique plus autoritarisme politique et culturel. C'est autour de ce panache qu'apparaît le FN en 1983, comme,

à la fin des années 80 à un niveau important, le FPÖ de Jörg Haider, et l'on pourrait multiplier les exemples d'apparition de partis d'extrême-droite en Europe qui se construisent autour de cette formule. Au sein de toutes ces extrêmes droites s'opère, dans les années 90, un glissement vers une seconde formule: autoritarisme culturel et politique toujours, mais le libéralisme économique laisse la place à un protectionnisme économique, et certains courants de l'extrême-droite vont même jusqu'à vanter les charmes de l'état-providence, à condition qu'il soit réservé aux seuls nationaux. C'est ce que plusieurs politologues nordiques appellent « le chauvinisme d'état-providence ». Ce glissement de la formule gagnante de l'extrême-droite accompagne un glissement sociologique. Dans les années 80, schématiquement, les soutiens électoraux de l'extrême-droite sont avant tout des travailleurs indépendants, le monde de la boutique en colère, des petits patrons de l'industrie et du commerce; dans les années 90, c'est le début de l'implantation significative de tous ces partis d'extrême-droite dans les milieux populaires. On voit bien comment le glissement de formule politique accompagne un glissement de bases sociologiques de l'extrême-droite. Et la grande force de Haider, c'est d'avoir su faire le grand écart entre les années 80 et les années 90, pour maintenir ensemble libéraux et protectionnistes. Mais s'il est vrai que Haider commence à attirer certains gagnants de la modernisation, ceux qui tongent leur frein parce que le système bureaucratique autrichien ne leur laisse pas assez de libertés, son cœur de cible est tout de même constitué des perdants - objectifs ou subjectifs - de la modernisation.

Danny Leder: Il y a en effet un énorme décalage entre ce qui se passe réellement au niveau économique depuis la chute du mur de Berlin et la manière dont une partie importante de la population le vit. L'Autriche a beaucoup profité de l'ouverture à l'Est. Peu de pays en Europe occidentale ont réussi une telle expansion économique à l'Est, avec des profits considérables pour les entreprises autrichiennes, un niveau de vie en augmentation significative et un taux de chômage très faible, de l'ordre de 4,3 %. Les Autrichiens ont eu l'avantage de l'élargissement de leur marché de proximité sans pour autant devoir contribuer aux transferts sociaux qui ont tant pesé sur les finances publiques de l'Allemagne de l'Ouest.

Mais au niveau de la perception, pour une grande partie de la population, c'est autre chose. Une majorité écrasante d'Autrichiens s'accroche au concept un peu désuet de neutralité. C'est qu'avant, la frontière était juste au bout du pays, au-delà c'était fermé, les autres étaient miséreux, on pouvait les plaindre, mais nous les Autrichiens nous allions bien, nous restions soudés par cette tradition culturelle, durcie par la période nazie, et qui est très forte en Autriche, de neteté, de discipline collective, d'ordre, de critères hygiéniques plus ou moins maniaques. La social-démocratie autrichienne est d'une certaine manière inscrite dans cette tradition. La puissante centrale syndicale unitaire, qu'elle dirige, avait pour politique en Autriche d'empêcher l'afflux de main-d'œuvre étrangère, et défendait depuis toujours une ligne politique de protectionnisme social pour éviter toute pression sur les salaires. C'était au patronat de lancer des campagnes antixénophobes, notamment dans les années 70, lorsque l'équivalent du CNPF a mené une campagne publicitaire sur ce thème, tandis que le syndicat militait contre l'arrivée de travailleurs émigrés.

De même l'habitat de type HLM, très important en Autriche, est en majorité contrôlé par la social-démocratie, et l'accès à ces logements est toujours et encore interdit aux non-nationaux (même si certains ont fini par s'y installer par le biais de leur naturalisation), alors que les immigrés forment aujourd'hui en Autriche un tiers des ouvriers. Tout cela a créé une sorte de mentalité de forteresse assiégée, et lorsque les frontières sont tombées, que les touristes tchèques et hon-

grois ont déferlé, que des réfugiés de l'Europe balkanique et d'ailleurs sont arrivés, une partie de la population autrichienne s'est sentie déstabilisée. C'est une population qui était habituée à un monde fermé, stable, où il n'y avait pas de licenciements mais, au contraire, des emplois à vie, et tout, brusquement, coïncide: ouverture des frontières, globalisation, démantèlement des services publics, même si cela se passe plus lentement qu'en France... Et l'on constate donc, sans surprise au fond, que 45 % des ouvriers ont voté pour Haider, et seulement 40 % pour la social-démocratie.

- Est-il possible, sur la base de ces constatations, de dresser une typologie de l'électeur d'extrême-droite à travers l'Europe ?

Pascal Perrineau: La variable du niveau d'études devient la variable la plus prédictive de l'orientation des choix envers l'extrême-droite. Je crois qu'il y a là le signe que dans toutes nos sociétés postindustrielles, une partie de la population n'a pas, aujourd'hui, les grilles culturelles pour comprendre et donner du sens à ce qui change au plan social, économique, et culturel, par exemple dans les rapports entre les hommes et les femmes. Et que l'autoritarisme politique et culturel des thèmes d'extrême-droite est particulièrement en phase avec les inquiétudes de ces milieux qui ne comprennent pas les tenants et les aboutissants de l'ensemble de ces changements.

C'est une constante que l'on retrouve partout: l'électorat de la DVU dans les ex-Länder de l'Est est aussi un électorat de très faible niveau d'études, même chose pour l'électorat du Front national, même chose pour l'électorat du Vlaams Blok, dans la partie flamande, même chose enfin pour l'électorat du FPÖ. Les entretiens non directifs que nous avons pu réaliser avec ces électeurs montrent qu'il y a chez eux un véritable désarroi provoqué par le fait qu'ils n'ont pas les repères que donne un certain niveau d'études pour comprendre ce qui a changé. Les formules simplistes, très démagogiques, de toutes les formations national-populistes viennent faire baisser le niveau d'angoisse de ces milieux devant l'ouverture de nos sociétés en leur offrant un « bouc-émissaire ». Pour expliquer la naissance de ces angoisses de fin de siècle, on peut repartir de l'analyse faite par Ronald Inghelhart en 1977, selon laquelle est à l'œuvre dans nos sociétés ce qu'il appelait *The Silent Revolution*, une révolution silencieuse, c'est-à-dire la promotion sur la scène politique d'enjeux qui sont des enjeux postmatérialistes: les nouveaux rapports entre hommes et femmes, le changement des rapports dans l'entreprise, l'environnement, etc.

Ce sont des enjeux que l'on pourrait appeler « qualitatifs » et qui font que la vie politique des années 50 et 60 qui tournait essentiellement autour d'enjeux matérialistes est à ranger au magasin des accessoires. Autour de ces enjeux postmatérialistes sont apparues de nouvelles forces politiques telles que la nouvelle gauche, les forces écologistes, de nouveaux mouvements sociaux plus éclatés. Je crois qu'avec le national-populisme en Europe, on découvre qu'il y a une face d'ombre à cette révolution silencieuse, ce que Piero Ignazi, un politologue italien, appelle « la contre-révolution silencieuse ». Le sentiment, dans certains milieux fragilisés n'ayant pas les moyens de décoder ce qui se passe dans les sociétés, que tous les repères auxquels ils étaient habitués étaient en train de se déliter, que « tout fout le camp ». D'où le retour de valeurs autoritaires, de valeurs qui sont à la recherche de verticalité. Et les appareils d'extrême-droite ont été particulièrement en phase avec cette contre-révolution silencieuse et ce retour en force, dans certains milieux, de valeurs autoritaires.

Ces poussées d'extrême-droite ne peuvent donc pas être comprises au travers de la seule grille d'analyse du traditionnel clivage gauche-droite dans nos pays européens. C'est un second type de clivage extrêmement fort qui travaille et taraude tous nos systèmes politiques et toutes nos sociétés,

un clivage entre ce que j'appelle « sociétés ouvertes » et « sociétés fermées ». Beaucoup de politologues ont bien montré comment le système politique, dans les années 80-90, s'était déplacé, et qu'il y a maintenant deux axes: le clivage gauche-droite, et le clivage entre ce que certains appellent le pôle libéral libertaire et le pôle autoritaire, lesquels ont cassé largement la droite et la gauche.

Danny Leder: Je crois beaucoup, quant à moi, au concept d'humiliation pour expliquer ce qui est en train de se passer. Ceux qui sont vraiment ligués, ou qui croient l'être, restent confinés dans des travaux qui ne sont pas valorisés, ce qui n'est pas nouveau, mais ce qui l'est, c'est qu'ils ne se retrouvent plus dans les solidarités valorisantes qui existaient entre les deux guerres et même encore durant les Trente Glorieuses, dans un mouvement, un syndicat, dans la chaleur de leur congrégation sociale. Et il y a ceux qui ont un grand savoir technique, qui ont le sentiment de beaucoup travailler, de porter sur leurs épaules la société, mais que cette société dévalorise, pas nécessairement au niveau de la satisfaction économique, qui peut être moyenne et même bonne, mais au niveau de leur reconnaissance. La reconnaissance aujourd'hui est donnée à ceux qui parlent. Il y a là une véritable haine, parmi tous ces gens qui pensent être ceux qui créent et qui se retrouvent devancés, dans l'échelle sociale, par ceux qui parlent. Et je vais même avancer une hypothèse risquée: ceux qui parlent, qui réussissent par la parole, et qui constituent cette nouvelle moyenne bourgeoise instruite, ont symboliquement pris la place, dans l'esprit de ces humiliés de la modernisation, qu'occupaient avant la guerre les Juifs en Autriche, en ce qu'ils y symbolisaient la bourgeoisie libérale et la partie des couches moyennes la plus dynamique. Aujourd'hui, il n'y a plus de Juifs en nombre significatif en Autriche, mais on a, d'une certaine manière, l'équivalent en termes sociaux. Ce potentiel à une assise autrement plus large que son prédécesseur de l'avant-guerre, il a beaucoup plus essayé dans la société et ne peut pas être aussi facilement marginalisé. C'est d'ailleurs parmi ces couches à la fois jeunes et instruites que Haider a le moins de succès, tout comme le Front national en France a buté sur la relative imperméabilité de ces mêmes milieux sociaux. ■

Propos recueillis
par Julien Brun et Michel Wiewlorka

Les humiliés de la modernité en veulent aux couches instruites

En Suisse aussi

La droite populiste a été la grande gagnante des législatives du 24 octobre en Suisse. L'Union démocratique du centre (UDC) de l'industriel Christoph Blocher est devenue le premier parti de la Confédération avec 23 % des suffrages. Avec son programme hostile à l'Europe et à l'immigration, l'UDC a gagné 15 sièges par rapport à 1995 et détient désormais 44 des 200 sièges du Conseil national (Chambre basse).

Le tribun de Carinthie

Liés depuis treize ans par un gouvernement de coalition, SPÖ et ÖVP ont assisté, impuissants, à l'ascension en continu du FPÖ. Ce parti, qui plafonnait au début des années 80 autour de 5 %, s'est mué, sous la direction d'un jeune et charismatique leader, Jörg Haider, en principale force d'opposition, franchissant la barre des 22 % à partir de 1994. La même année, Haider atteignait 33 % en Carinthie et accédait au poste de gouverneur de cette province méridionale. Acculé à la démission en 1991, après une déclaration vantant « la politique de l'emploi » des nazis, Haider fut réélu en avril dernier, avec 42 % des voix, comme gouverneur de Carinthie.

Entre-temps, Haider avait émis de vagues excuses et parlé d'un malentendu, pour ensuite récidiver en louant, en 1995, le « combat », la « moralité » et la « fidélité envers (vos) convictions » dans un discours s'adressant à une association de vétérans S.S., comprenant plusieurs criminels de guerre condamnés par la justice. Tour à tour tribun populiste haranguant les foules contre les immigrés et l'élargissement de l'Union Européenne à l'est, visiteur accablé du Musée de l'Holocauste à Washington, défenseur des victimes de mesures d'austérité gouvernementale, partisan du démantèlement de la cogestion sociale s'entourant de patrons de choc, Haider (aujourd'hui âgé de 49 ans) s'emploie à brouiller son identité au point de paraître inclassable pour ses adversaires du SPÖ et du ÖVP. Ceux-ci peinent actuellement à reconduire leur coalition, le ÖVP ayant même dans un premier temps laissé entrevoir la possibilité d'une alliance gouvernementale avec le FPÖ. L'Autriche plonge ainsi dans une phase d'instabilité politique, pouvant rapidement déboucher sur de nouvelles élections.

D.L.